

DÉCLARATION D'ENGAGEMENT À L'ACTION

| Par le Comité sur les impacts de la COVID-19 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau

| Avril 2021

La pandémie de COVID-19, déclarée par l'OMS en mars 2020, a changé à jamais la vie de millions de personnes dans le monde. Si le virus menace la santé et le bien-être de la planète entière, la pandémie a touché de manière inéquitable et injuste certaines communautés.

Le Canada a une longue tradition d'engagement envers l'égalité et le respect des droits de la personne, mais la pandémie a révélé et amplifié les iniquités fondamentales, les injustices structurelles et la discrimination systémique. Si « on reconnaît la grandeur d'une société à la façon dont elle traite ses citoyens les plus faibles », alors la réponse du Canada à la pandémie échoue à l'examen proposé par Gandhi.

Plus d'un an plus tard, la pandémie continue d'avoir un impact particulièrement profond et dévastateur sur les populations historiquement défavorisées. Elle démontre comment les structures sociales, sanitaires et économiques poussent certaines personnes et certains groupes en marge de la société, compromettant et même bloquant leurs possibilités d'avoir un accès équitable aux ressources et aux opportunités.

La perte de vies humaines ne doit pas nous faire perdre notre humanité.

Les bouleversements sociaux que la pandémie a engendrés constituent une occasion immédiate de s'attaquer directement aux iniquités en prenant des mesures pour réformer si c'est possible, et démanteler si c'est nécessaire, les caractéristiques de notre société qui contribuent à ces iniquités. Il est temps de remédier aux lacunes de notre contrat social, de corriger les injustices fondamentales et de renforcer le tissu de notre société. Notre monde post-COVID ne devrait pas être un retour à la « normalité » d'avant.

Il ne faut pas se limiter à des changements accessoires et superficiels qui reposent sur les mêmes vieilles fondations, mais plutôt faire place à de nouveaux modèles, enracinés dans les valeurs canadiennes et basés sur les notions de solidarité, d'équité, de justice, de droits de la personne, de compassion, d'humanité, d'appartenance et de bien-être.

Ce travail doit être entrepris de toute urgence, dès maintenant. Ces défis concernent toutes les personnes vivant au Canada. Nous devons progresser de manière ciblée et organisée. Pour cela, il faut établir des partenariats entre les gouvernements, la société civile et les individus. Personne n'y arrivera seul.

Par cette déclaration, nous appelons les décideurs et la population canadienne à prendre part à cet effort. Nous demandons à tous et toutes de participer, de jouer un rôle, d'exprimer leurs points de vue, de faire entendre leur voix et d'entreprendre le travail nécessaire pour réaliser les changements requis.

Bien que notre appel ne se limite pas à des dimensions particulières à l'exclusion d'autres, cette déclaration met en évidence le besoin urgent d'une transformation profonde dans certains secteurs prioritaires de premier plan :

Personnes âgées :

Au Canada, aucun groupe n'a été plus durement touché par la pandémie que les personnes âgées, en particulier celles qui vivent dans des établissements collectifs de soins. Le Canada a l'un des taux de placement en institution des personnes âgées les plus élevés au monde. Des années de politiques publiques négligentes et âgistes ont créé les conditions idéales pour qu'une maladie infectieuse se propage dans ces établissements de soins surpeuplés et où le manque de personnel est chronique. De nombreuses communautés autochtones n'ont pas reçu les fonds nécessaires pour héberger les aîné.e.s en toute sécurité dans leurs communautés, forçant ces dernier.e.s à partir, ce qui a nui à la qualité de leurs soins et à la transmission des traditions et des langues à la génération suivante. La pandémie a mis en évidence des brèches flagrantes dans le filet de sécurité sociale qui est censé garantir soins et sécurité aux personnes âgées vulnérables. *Nous demandons qu'on ne se contente pas de colmater les brèches, une fois la pandémie finie, mais qu'on cherche plutôt à concevoir un meilleur filet, adapté à nos nouvelles réalités démographiques.*

Communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis :

Les répercussions multigénérationnelles du colonialisme, du racisme systémique et des déficits chroniques dans les services publics pour les Premières Nations, les Métis et les Inuits, y compris les services financés par le gouvernement fédéral dans les réserves et au Yukon, comme l'approvisionnement en eau, le logement et les soins de santé, ont rendu les communautés autochtones particulièrement vulnérables à la pandémie. Ces circonstances contribuent à des taux plus élevés de tuberculose, de diabète, et d'autres problèmes de santé qui rendent les gens plus vulnérables à la COVID-19. Le manque de services oblige de nombreuses personnes à vivre en dehors des réserves et les confronte à une pénurie de services culturellement adaptés. Pour combattre le racisme systémique, nous avons besoin d'une population active et informée qui rejette les échecs du gouvernement, en faveur d'une société juste. *Nous en appelons aux gouvernements et institutions à instaurer les nombreuses recommandations déjà formulées afin de mettre fin à la discrimination systémique et d'affirmer les droits des autochtones au Canada.*

Épidémie de surdoses :

Les surdoses de drogues mortelles et non mortelles ont augmenté de façon spectaculaire depuis le début de la pandémie, mettant en lumière l'incapacité des politiques et des pratiques liées à la consommation de drogues à offrir des soins respectueux et accessibles aux personnes qui consomment des drogues au Canada. La pandémie est l'occasion de mettre en œuvre une

approche holistique et fondée sur les droits de la personne pour améliorer la santé des populations touchées. *Nous demandons des interventions pertinentes, pratiques, fondées sur des données probantes et qui s'attaquent aux causes profondes de la piètre situation sociale et sanitaire des personnes qui consomment des drogues.*

Violence familiale :

Les réponses à la pandémie ont entraîné une augmentation du taux de chômage et de l'insécurité économique, ainsi que la fermeture des écoles et l'obligation de rester chez soi et de faire du télétravail. Ces mesures ont accru les facteurs de stress et la proximité physique avec des agresseurs. La situation a causé une hausse de la fréquence et de la gravité de la violence familiale et rendu plus difficiles la fuite, la détection des femmes et des enfants à risque et leur protection par l'État. La répartition de ces impacts est inégale, car elle touche particulièrement les femmes et les enfants des populations marginalisées. *Nous demandons que l'on trouve des solutions politiques qui s'attaquent à ces problèmes de manière proactive, en se basant sur les leçons tirées des expériences précédentes et actuelles.*

Immigrant.e.s et réfugié.e.s :

Canada est un leader mondial en matière d'accueil des immigrant.e.s et de protection des réfugié.e.s les plus vulnérables. Mais la pandémie a mis en lumière la façon dont les inégalités structurelles déterminent l'intégration socio-économique et spatiale des immigrant.e.s, des réfugié.e.s et des résident.e.s temporaires. Un grand nombre d'entre eux et elles sont devenu.e.s des travailleur.se.s sacrifié.e.s, occupant des emplois essentiels tout en vivant dans les zones les plus touchées. L'amélioration des conditions de vie des immigrant.e.s et des réfugié.e.s doit être une priorité post-pandémique compte tenu de leur importante contribution. L'immigration étant vitale pour le présent et l'avenir du Canada, *nous demandons des réponses politiques qui garantissent une amélioration et une sécurisation des conditions de travail et des revenus pour les immigrant.e.s et les réfugié.e.s, ainsi que de nouvelles façons d'obtenir la résidence permanente et la citoyenneté.*

Autres groupes vulnérables :

La pandémie a eu un impact disproportionné sur d'autres groupes vulnérables, comme certaines communautés racisées et ethniques, les personnes handicapées, en particulier celles vivant dans des établissements collectifs, les personnes incarcérées, les sans-abri, ceux et celles qui souffrent de maladie mentale ou de pauvreté. *Nous demandons que les politiques et les interventions sociales futures s'attaquent aux causes sous-jacentes de la discrimination constante.*

Accès à la justice :

Notre système de justice, construit selon un modèle qui date du 19^e siècle et qui nécessite des rencontres en personne, a été pratiquement paralysé par les bouleversements de la pandémie. Pourtant, la justice est essentielle pour tous, en particulier pour les victimes, les personnes en

prison, celles qui demandent une libération sous caution ou qui ont besoin d'une résolution immédiate de problèmes critiques tels que les soins et la garde des enfants. L'impossibilité de rendre la justice entraîne de graves violations des droits et parfois des tragédies. Cette perturbation a conduit les gouvernements, les avocat.e.s et les juges à se demander comment on pourrait réformer le système de justice pour mieux répondre à la réalité du Canada du 21^e siècle. *Nous appelons les gouvernements, les tribunaux et la profession juridique à repenser notre système de justice et à soutenir des mesures pour que l'héritage de la pandémie donne lieu à un système modernisé qui facilite l'accès à la justice.*

Les iniquités ne sont pas une fatalité. Elles résultent des choix politiques, économiques et sociaux que nous faisons. C'est un problème qui peut être résolu. Par cette déclaration, nous demandons :

- un compte-rendu systématique pour rendre compte des façons dont la pandémie a fait ressortir les iniquités;
- des actions immédiates et ciblées pour soutenir les plus marginalisé.e.s;
- une nouvelle stratégie d'action qui utilise ce moment riche d'enseignements pour démanteler les causes profondes des iniquités de longue date.

Des temps difficiles se profilent à l'horizon. Des temps où notre résilience et notre solidarité d'après crise seront mises à l'épreuve. Nous appelons les décisionnaires et la population canadienne à profiter de cette occasion sans précédent pour remodeler notre contrat social afin de garantir la protection aux plus vulnérables d'entre nous.

Liste des signataires, membres du Comité sur les impacts de la COVID-19 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau :

Vardit Ravitsky, présidente du Comité, *fellow* 2020
Cindy Blackstock, mentore 2012
Nathalie Bondil, mentore 2018
Timothy Caulfield, *fellow* 2013
Carlo Handy Charles, boursier 2019
Jocelyn Downie, *fellow* 2015
Bernard Duhaime, *fellow* 2017
Steven J. Hoffman, boursier 2012
Mohammad Karamouzian, boursier 2018
La très honorable Beverley McLachlin, mentore 2020
Eric M. Meslin, mentor 2020
André Picard, mentor 2018

Avertissement :

Les personnes nommées ont signé cette déclaration en leur qualité de membres du Comité sur les impacts de la COVID-19 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau et non des organisations ou institutions auxquelles elles sont affiliées.